

**CONFERENCE DEPARTEMENTALE DE LA GIRONDE  
« INCLUSION SCOLAIRE SYSTEMATIQUE »  
MERCREDI 8 NOVEMBRE 2023**



La conférence départementale de la Gironde sur l'inclusion scolaire systématique tenue ce jour, lundi 8 novembre à l'Union Départementale FO de la Gironde, à Bordeaux, a réuni des enseignants du 1<sup>er</sup> degré, de collège, de lycée, de lycée professionnel, des enseignants spécialisés, des parents d'enfants en situation de handicap, des responsables syndicaux FO de l'Education Nationale, de la Santé et le référent « Handicap » de l'UD FO33.

Les nombreux témoignages apportés par les différents intervenants dressent un constat accablant de cette politique d'inclusion systématique dans les classes « ordinaires », quel que soit le handicap :

- Les élèves porteurs de handicap ne bénéficient pas d'un enseignement adapté à leur handicap auquel ils ont droit, et ce, quel que le coût en moyens humains et financiers ;
- L'inclusion scolaire systématique est source de grande souffrance de tous : élèves porteurs de handicap, enseignants, AESH, parents d'enfants en situation de handicap, ATSEM des écoles maternelles ... La situation est de plus en plus insoutenable et inacceptable !

**Les participants dénoncent et rejettent cette maltraitance institutionnalisée !**

En réponse, ils revendiquent :

- Le maintien et le développement des établissements médico-sociaux (IME, ITEP, IM-Pro...), et la création de tous les postes nécessaires pour respecter systématiquement et intégralement l'ensemble des notifications ;
- L'arrêt de la culpabilisation des personnels pour lesquels l'administration laisse entendre que les compétences professionnelles sont insuffisantes : **la pédagogie ne peut en aucun cas se substituer aux soins !**
- L'ouverture de places en classes et dispositifs spécialisés (ESMS, ULIS) et en classes adaptées (SEGPA),
- Le recrutement d'enseignants spécialisés (RASED, ULIS, SEGPA, ESMS), le retour à une réelle formation spécialisée sur temps de service et le maintien des missions de prise en charge des élèves ;
- L'abandon des PIAL et des futurs PAS ;
- L'abandon du projet de fusion AESH et AED en ARE ;
- Un statut de fonctionnaire d'Etat et un vrai salaire (*temps plein dès 24 heures hebdomadaires d'accompagnement*) pour les AESH et une vraie formation professionnelle et diplômante sur le temps de classe.



**Informés du nouveau coup de force de la 1<sup>ère</sup> ministre par un seizième 49.3**, la nuit dernière, pour imposer, entre autres, l'article 53 du Projet de Loi de Finances 2024 qui lance la mise en œuvre de « l'acte II de l'Ecole inclusive » (*Transformation des PIAL en PAS, fusion AESH/AED, notifications par l'Education Nationale et non plus par les MDPH ...*), les participants à la Conférence exigent son retrait pur et simple.

**Relevé de décisions prises :**

- S'adresser aux députés, aux sénateurs et aux maires de la Gironde ;
- Demander une audience au Président du Conseil Départemental et au Directeur de l'Agence Régionale de Santé ;
- Tenir une conférence de Presse pour mettre sur la place publique la réalité des situations vécues ;
- Élargir encore plus la mobilisation contre l'inclusion scolaire systématique à toutes les citoyennes et citoyens concernés de près ou de loin à la prise en charge du handicap des enfants et adolescents porteurs de handicap par l'Etat, notamment pour leur scolarisation ;
- Mandater deux délégués girondins pour participer à la Conférence Nationale du 17 novembre, au siège de la Confédération FO, pour porter les revendications et demander l'organisation d'une initiative nationale, dans l'unité la plus large possible, vers l'Elysée, là où a été décidé « l'acte II de l'Ecole inclusive ».

**Bordeaux, le 8 novembre 2023**